

R.P. no 3/92-BT/VM

Hong Kong, le 20 février 1992

CONFIDENTIELL'évolution politique récente à Taïwan

L'année 1991 a été particulièrement chargée à Taïwan sur le front politique. Le Président Lee Teng-hui, premier chef de l'état originaire de Taïwan et non plus de Chine continentale comme ses prédécesseurs, a poursuivi son effort en vue de transformer le régime en quelque chose qui s'apparente autant que possible à une république démocratique. Pour se faire, il a dû renverser de nombreuses barricades. Ses deux tâches principales ont été de modifier la vision officielle que Taïwan a de la Chine populaire et, sur le plan intérieur, d'épurer les structures étatiques surannées héritées de la guerre froide pour mettre en place un appareil plus souple, susceptible, le cas échéant, de réagir à des situations nouvelles de manière politique plutôt que dogmatique.

Sur le plan des relations sino-chinoises, les progrès sont évidents mais modestes. Après l'abrogation de la loi martiale, la renonciation à la reconquête par la force et la fin de la "mobilisation en vue de supprimer la rébellion communiste", la voie était ouverte à l'établissement d'échanges informels entre les deux Chines. Ceci s'est fait sous la forme de création de part et d'autre de fondations chargées des relations avec l'autre partie. Cette évolution est belle et bonne mais ne peut encore aboutir en l'état actuel des choses à rien de constructif. Les Taïwanais ont fait la plus grande partie du chemin et n'ont pas trouvé d'écho particulièrement positif de l'autre côté. En fait, ils ont agi comme s'ils souhaitaient préparer la voie d'une éventuelle réconciliation en prenant les mesures nécessaires sur le plan institutionnel mais sans véritablement croire à un rapprochement. L'indépendance dont ils jouissent de facto et l'affluence économique dans laquelle ils vivent font que rien ne manque vraiment à leur bonheur. En ouvrant la porte à une possible réconciliation avec la Chine continentale, ils n'ont probablement voulu que préserver leurs chances dans un avenir à très long terme, à la chinoise.

En ce qui concerne la situation intérieure, les modifications introduites sont beaucoup plus significatives. L'interdiction des partis politiques a été levée, la censure assouplie, diverses mesures de démocratisation introduites. On est encore loin du modèle occidental de société libérale, mais un bon bout de chemin a été parcouru. L'effort de rénovation a atteint son point culminant en décembre lors du renouvellement de l'Assemblée Nationale qui est essentiellement la gardienne de la constitution. Cette élection a permis de mettre fin à la quasi dictature exercée depuis 1949 par l'aile conservatrice du Kuomintang (KMT), dont les députés occupaient la majorité des sièges de l'assemblée et qui s'étaient arrangés pour prolonger eux-mêmes leur mandat sans



- 2 -

jamais se soumettre à réélection. Le scandale a maintenant pris fin et, pour la première fois depuis longtemps, l'assemblée pourra aspirer à une certaine dignité reposant sur sa représentativité. L'intéressant dans cette élection n'est cependant pas là. Les deux partis en présence, le KMT et le DPP (Democratic Progressive Party) ont d'entrée de jeu focalisé le débat sur le problème de l'indépendance de Taïwan. Le DPP, favorable à la rupture avec la Chine continentale et à la création d'une République de Taïwan, a tenté de capter l'électorat grandissant formé de gens originaires de Taïwan et échappant de ce fait à l'emprise de la vieille idéologie revancharde du KMT apportée du continent par Tchang Kai-Chek. Le KMT pour sa part était loin, en cette circonstance comme en d'autres, de présenter un front uni. Si l'ensemble des diverses tendances qui le composent était d'accord pour conserver intact les chances d'une réconciliation avec la Chine continentale, les motivations accusaient des inclinations presque contradictoires. Un fort courant réactionnaire emmené par le Premier ministre Hau Pei Tsun continue de s'accrocher aux valeurs du passé et de tenter de freiner la tendance réformiste. Les Taïwanais de souche, par contre, sont résolument progressistes et pragmatiques. Ils représentent le principal soutien du Président Lee. Ils aspirent à continuer dans la voie de la prospérité économique et de la libéralisation de l'état. C'est probablement cette tendance, en raison de l'attrait que les objectifs qu'elle poursuit représentent pour la population, qui a influencé le plus fortement les élections.

Celles-ci se sont soldées par une victoire écrasante du KMT, qui obtient près de 80 % des sièges de la nouvelle Assemblée Nationale. Etant donné qu'il faut une majorité de 75 % pour modifier la constitution, Lee est maintenant assuré de pouvoir continuer dans sa politique de réformes. Il devra cependant composer avec l'opposition latente des conservateurs qui l'empêcheront d'aller aussi vite qu'il l'aurait souhaité.

La leçon de ce scrutin est que la tendance sécessionniste à Taïwan, bien que réelle, ne représente toujours pas une véritable menace. On le supposait, encore fallait-il le démontrer. C'est maintenant établi, les Taïwanais, dans leur écrasante majorité, ne veulent pas couper les ponts avec l'autre Chine. Même si la situation actuelle ne permet pas d'envisager un rapprochement significatif, ils ne veulent pas faire obstacle à une possible réunification. Au niveau des motifs qui les animent, il est difficile de faire la part de l'attachement quasi mythique des Chinois au concept de la nation unique, de la croyance à un écroulement prochain du régime de Pékin, de l'intérêt présent et futur que les investisseurs taïwanais portent à l'économie continentale. Quoi qu'il en soit, la décision est tombée et l'espoir de ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, s'obstinent à prévoir l'avènement d'un Taïwan indépendant a été annihilé par les intéressés eux-mêmes.



Le Consul général de Suisse

(Jean-Marc Boillat)

Copie à :

- Ambassade de Suisse, Pékin
- M. le Colonel W. Ritzmann, Ambassade de Suisse, Tokyo